

NATACHA POLONY

CHRONIQUES DU « RIEN N'EST PERDU »

2018-2023



Éditions de
L'Observatoire

Chroniques du « rien n'est perdu »,
2018-2023

De la même auteure

- Sommes-nous encore en démocratie ?*, Éditions de l'Observatoire, 2021.
- Délivrez-nous du Bien !* (avec Jean-Michel Quatrepoint), Éditions de l'Observatoire, 2018 ; J'ai lu, 2020.
- Changer la vie. Pour une reconquête démocratique*, Éditions de l'Observatoire, 2017.
- Chrétiens français ou Français chrétiens*, avec Fabrice Hadjadj et Don Paul Préaux, Salvator, 2017.
- Bienvenue dans le pire des mondes*, avec le comité Orwell, Plon, 2016 ; J'ai lu, 2018.
- Nous sommes la France*, Plon, 2015 ; J'ai lu, 2016.
- Ce pays qu'on abat. Chroniques 2009-2014*, Plon, 2014 ; Points, 2015.
- Le pire est de plus en plus sûr. Enquête sur l'école de demain*, Mille et une nuits, coll. « Essai », 2011.
- L'Homme est l'avenir de la femme. Autopsie du féminisme contemporain*, J.-C. Lattès, 2008.
- M(me) le Président, si vous osiez... 15 mesures pour sauver l'école*, Mille et une nuits, coll. « Essai », 2007.
- Nos enfants gâchés. Petit traité sur la fracture générationnelle*, J.-C. Lattès, 2005.

Natacha Polony

Chroniques
du « rien n'est perdu »,
2018-2023

ISBN : 979-10-329-3037-3
Dépôt légal : 2023, octobre
© Éditions de l'Observatoire/Humensis, 2023
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Avant-propos

« J'appelle journalisme tout ce qui aura moins de valeur demain qu'aujourd'hui. » Nombre d'éditoriaux s'acharnent à donner raison à André Gide et nous connaissons tous de ces éditorialistes dont le temps a charitablement effacé les discours péremptoires et les jugements définitifs. L'exercice, il faut l'avouer, n'est pas simple. Écrire sur l'actualité sans se contenter de la « commenter ». Écrire, non pour « réagir », mais pour penser. Pour organiser le chaos. Et pour tenter, à son échelle, de porter au débat quelques éléments de réflexion. Se dire qu'on aura sinon été utile, du moins essayé de l'être. Et que, si l'on est à la fois révolté et atterré par l'état de ce monde, on se sera montré conscient de la responsabilité terrible d'y avoir fait naître des enfants. Participer au débat public, c'est refuser de dire « après moi le déluge ». Du moins s'il est entendu qu'on ne nourrit aucune ambition et qu'on accepte de fâcher suffisamment de monde pour être certain de ne jamais plus pouvoir en nourrir. Finalement, tout éditorialiste devrait, comme Montaigne se tenait à tout moment prêt à mourir, écrire avec l'idée qu'il ne fera pas de vieux os dans le métier. Se vivre comme une sorte de Cincinnatus de l'écriture.

C'est en septembre 2018 que j'ai pris, à la demande de son nouvel actionnaire, la direction de la rédaction de *Marianne*, le journal qui m'avait vue débiter. Pourquoi moi ? Parce que je connaissais intimement l'histoire de cet hebdomadaire si particulier, sa ligne éditoriale, ceux qui l'avaient porté et ceux qui le constituaient encore. Parce que je savais pourquoi il était né et comment il s'était peu à peu perdu, au point que le précédent actionnaire m'avait plusieurs fois sollicitée pour imaginer des plans de relance avant de renoncer devant ce choix qui semblait à certains tellement subversif. Refaire de *Marianne* un journal hors de tout camp idéologique, indépendant du petit milieu politico-médiatique ? Trop risqué. C'est donc un actionnaire tchèque, Daniel Křetínský, acquéreur du titre après un dépôt de bilan, milliardaire libéral et pro-européen, qui a choisi, non pas de renier l'histoire du journal qu'il achetait pour lui faire servir ses intérêts ou ses idées, mais au contraire de le perpétuer dans son identité si singulière, quitte à y lire des lignes qui lui déplairaient fortement.

Les éditoriaux qui suivent, et qui ne résument pas, bien sûr, un travail collectif de cinq ans, à travers l'animation d'une rédaction, la suggestion ou l'encadrement d'articles et de dossiers, les débats enflammés et les échanges passionnants, sont une sélection subjective de ceux, une cinquantaine par an, que j'ai signés depuis ce mois de septembre 2018. S'y ajoutent quelques textes publiés dans le magazine ou sur le site internet de *Marianne* et qui viennent compléter cet « essai » au sens de Montaigne, c'est-à-dire ce tâtonnement vers une réflexion cohérente. Tout leur intérêt réside dans la confrontation permanente de la pensée avec les

événements. Si les certitudes se fracassent le plus souvent contre l'inattendu, les convictions s'y enrichissent.

Le moins que l'on puisse dire est que ces cinq années auront été prodigieuses en inattendus, faisant de ces éditoriaux hebdomadaires non seulement la chronique du pouvoir macroniste, mais aussi celle de la fin d'un cycle économique et géopolitique, et de la fragilisation des démocraties occidentales en général et de la France en particulier. En l'espace de cinq ans ont été ébranlées toutes les certitudes des chantres de la mondialisation heureuse. La désindustrialisation de la France, dont ils se moquaient comme d'une guigne, est devenue le nouveau passage obligé de tout discours politique. La souveraineté, mot tabou s'il en était, est désormais servie à toutes les sauces. Alors que l'élection de 2017 avait semblé reléguer les perdants de la mondialisation dans les poubelles de l'histoire, ils se sont rappelés aux bons souvenirs du pouvoir. Alors que l'injonction au mouvement était le dogme dans lequel communiaient les grands prêtres de l'idéologie dominante (celle qui ne se vit jamais comme une idéologie mais comme la « voix de la raison » contre les « extrémistes », « populistes » ou autre mot en *-iste*), le blocage soudain de la planète a démontré l'absurdité d'un système fondé sur l'extension des chaînes de valeurs, le flux tendu et la division mondiale du travail, dont la seule vertu est d'enrichir démesurément ceux qui ont trouvé là un moyen de contourner les lois sociales arrachées en Occident par deux siècles de mouvement ouvrier.

« L'hypocrisie est un hommage que le vice rend à la vertu », écrivait La Rochefoucauld. Il y a peu de risques de voir un jour les professionnels du retournement de veste reconnaître qu'ils se sont plantés dans

les grandes largeurs (ni qu'ils ont, dans un même mouvement, planté le pays). Les Français qui ont vu, médusés, leurs soignants s'habiller de sacs poubelle par manque de blouses, ceux qui constatent chaque jour que l'État subventionne des panneaux solaires fabriqués en Chine et des éoliennes fabriquées en Allemagne sans pour autant changer un modèle économique fondé sur l'importation de produits venus de l'autre bout de la planète, ceux qui regardent, effarés, le déficit commercial atteindre des hauteurs stratosphériques, ceux qui sont conscients du pouvoir des lobbys et des intérêts financiers, ceux qui frémissent encore d'horreur devant le sort de Samuel Paty, ceux qui ont compris que les pillages de l'été 2023 furent le signe d'une anomie qui gagne irrémédiablement du terrain, ceux, enfin, qui pleurent devant le spectacle d'une école devenue incapable de former à la logique et à la maîtrise de la langue, tous ces Français ont désormais compris que les grandes proclamations et les professions de foi pénétrées ne valent rien. Mais tout le piège est là. Alors que, pendant des années, certaines idées, certains concepts étaient bannis de l'espace médiatique, ils sont aujourd'hui repris par tous, mais vidés de leur sens, détachés de toute pensée cohérente. Une Europe qui soit une puissance géostratégique et qui protège véritablement les citoyens des pays qui la composent ? Mais voyons, puisqu'on vous dit qu'on y travaille. Produire en France pour recréer de l'emploi et cesser d'exporter notre pollution ? Allons, nous n'avons jamais défendu autre chose ! Préserver la filière nucléaire française au nom de l'indépendance énergétique, et donc stratégique, du pays ? On a toujours été pour ! La laïcité comme principe d'une République qui ne soit pas un agrégat

d'individus, mais une communauté de citoyens ? C'est exactement notre projet !

Il est presque risible de voir les armées de Tartuffe et de jocrisses mettre tant d'ardeur à délégitimer les quelques-uns qui prônaient cette politique du temps où il fallait un peu de courage et d'indépendance d'esprit. Tout, sauf admettre que l'on a fait fausse route. Tout, sauf concéder que d'autres ont été plus lucides. Ceux-là, forcément, pensaient mal. Ils étaient pour le repli, pour le rétrécissement. Ils étaient « réactionnaires ». Ils étaient « souverainistes ». Ah bon ? Souverainistes ? Vous voulez dire pour la souveraineté, celle du peuple et celle de la nation (ces broutilles inventées par la Révolution française). Ce qui signifie que vous êtes contre ? Que vous prônez la soumission, l'inféodation, la dépendance ? Merci de cet aveu.

Le conformisme et la lâcheté, qui sont les choses les mieux partagées dans le milieu politico-médiatique, ont fini par être insupportables aux citoyens. Quand depuis tant d'années la parole publique est un mélange de pétitions de principe sans le moindre effet sur le réel et de proclamations lyriques dont l'unique but est de permettre à leur auteur de se situer dans le camp du bien et de la morale, ceux qui écoutent et attendent un changement concret se détournent, désabusés. Sur le Covid, sur la guerre en Ukraine, sur le système économique ou sur le rapport complexe entre État de droit et souveraineté populaire, sur tous les sujets qui nécessiteraient de la nuance et cette boussole essentielle qu'est la défense de la démocratie comme capacité des citoyens à décider de leur destin, le spectacle est affligeant et déroule un tapis rouge aux extrémistes de tout poil. Mais surtout, il achève de persuader chacun qu'il ne

peut compter que sur lui-même. En un sens, ceux qui expriment leur colère dans les urnes croient encore en la démocratie. Les autres, hélas, estiment que tout cela ne les concerne plus. Ainsi meurt la République.

Plus que jamais, le rôle de ceux qui ont l'immense responsabilité d'avoir accès à la parole publique et d'être audibles dans le flot d'insignifiance est de mettre au jour les enjeux véritables, de décrire la lune quand les doigts se tendent, de rappeler les choix passés pour mieux éclairer les décisions à venir, de toujours préférer un raisonnement complexe à un slogan facile. De mettre la lucidité radicale du constat au service d'une vision démocratique et raisonnable.

Démocratique et raisonnable. Cela n'a l'air de rien tant les mots sont galvaudés. Mais les éditoriaux qui suivent s'emploient inlassablement à rappeler la dimension profondément révolutionnaire de la démocratie, quand elle cesse d'être contournée par toutes les instances dont peut se servir ce qui ressemble de plus en plus à une oligarchie. Et la démocratie ne peut exister que si l'on postule la raison universelle, c'est-à-dire partagée par tous. Celle que s'emploie à détruire le capitalisme consumériste grâce à ces armes de destruction massive que sont la publicité et les réseaux sociaux.

Quiconque lira ces lignes avec un minimum d'honnêteté y verra non seulement la critique – au sens étymologique, donc fondée sur des arguments précis – du système actuel, dans sa dimension économique, géopolitique et culturelle, mais surtout la définition d'un projet politique alternatif à même de refaire de la France une communauté de citoyens décidant librement de leur destin et de perpétuer ce qui constitue sans doute l'apport essentiel de la civilisation européenne à l'humanité

entière, à savoir une définition de la liberté humaine détachée de toute soumission à une transcendance et fondée sur l'articulation entre l'individuel et le collectif. Un modèle que la France avait poussé jusqu'à son aboutissement le plus plein dans sa conception de la République (et dont la colonisation, par exemple, était la négation absolue). Or c'est bien cela qui est en passe d'être balayé par la conjonction entre le soft power américain, si efficace pour exporter un modèle fondé, lui, sur le mariage du consumérisme et du puritanisme, et l'expansion d'un islam littéraliste et intégriste qui s'impose contre toutes les autres traditions musulmanes.

La France, en tant que projet politique, en tant que vision de l'homme et de sa liberté, disparaît peu à peu. La France, en tant que communauté nationale, implose. Mais la fatalité n'a rien à voir là-dedans. Il s'agit d'un processus dont on peut décrire les étapes et les acteurs. Un processus qui n'a rien d'irréversible, si tant est qu'on se donne pour mission de donner un sens concret à ces mots : vive la République et vive la France.

Les éditoriaux qui suivent sont présentés par ordre chronologique, pour montrer au lecteur le déroulement de la réflexion. Il eût été absurde de tenter de les classer par thématique dans la mesure où, comme le constatera le lecteur, ils tentent en permanence d'élargir chaque sujet, de relier chaque fait d'actualité à une analyse plus générale pour mieux sortir de la dictature de l'instant.

Macron-Orban, le duel qui va tuer l'Europe

14 septembre 2018

C'est un séisme. Bien sûr, on peut se rassurer à peu de frais sur le scrutin qui s'est déroulé dimanche 9 septembre en Suède. On peut expliquer, en brandissant les sondages des semaines précédentes, qu'après tout, Les Démocrates de Suède – nom en forme d'antiphrase pour un ancien parti d'extrême droite autrefois branché sur le hard rock viking et devenu la version scandinave des partis identitaires et populistes qui s'étendent sur toute l'Europe – n'ont fait que 17,6 % des voix, moins que les 20 % dont on les créditait vingt-quatre heures plus tôt. Ouf ! Ils avaient presque l'air joyeux, les commentateurs en goguette dont le premier réflexe est de retourner dormir tranquillement sur leurs deux oreilles, en attendant le prochain tremblement de terre. Tout va bien, finalement.

Mais, justement, tout ne va pas bien. Parce que ce n'est pas en Allemagne ou en Italie que ce vote a eu lieu, c'est bien en Suède, ce pays scandinave gentiment social-démocrate où la principale préoccupation était jusqu'à présent de supprimer les pronoms masculins et féminins pour garantir l'égalité dans la langue. L'Europe craque de toute part et voit resurgir une violence qu'on croyait disparue. Ainsi de l'Allemagne,

où l'AfD est désormais, dans les sondages, devant le vieux SPD, l'incarnation de la social-démocratie, laminé par cette grande coalition qui l'a emprisonné dans la politique ordo-libérale d'Angela Merkel. Les compromis et les petits pas, lorsqu'on gouverne, se transforment rapidement en compromission, en abandon de toutes les valeurs. Et dans une coalition entre libéraux de droite et libéraux de gauche, ce sont en général les seconds qui disparaissent, absorbés par des choix économiques qui déterminent tout le reste. Marx avait raison, l'infrastructure, celle qui tient l'édifice, est là. L'AfD devant le SPD, l'extrême droite s'installe dans le paysage allemand, et les quasi-émeutes d'une population qui découvre que l'accueil brutal sur son territoire d'un million de réfugiés, majoritairement des hommes jeunes ne maîtrisant pas la langue ni les codes culturels, c'est un peu plus compliqué que ce que semblait imaginer le patronat qui réclamait cette main-d'œuvre à cor et à cri.

L'Europe craque, et les citoyens européens sont priés de regarder ailleurs. L'Europe craque et ce qu'on leur propose, c'est un de ces matchs de catch ringards où des guerriers bodybuildés jouent le combat du Bien contre le Mal. À ma droite, Viktor Orban et Matteo Salvini, autoproclamés champions de la lutte contre une immigration qu'ils prétendent enrayer ensemble alors que le second réclame une répartition entre pays européens de ceux déjà présents, que l'autre refuse catégoriquement. À ma gauche, le jeune et fringant président français, dernier rempart de la liberté et de l'humanisme, face à ces ignobles populismes dont il nous a déjà protégés en France. À ma droite, les xénophobes, à ma gauche, le généreux partisan de

l'ouverture. Que dites-vous ? C'est plus compliqué que ça ? La loi Collomb sur l'accueil des immigrés n'est pas vraiment un modèle de gauchisme ? C'est vrai, et c'est d'ailleurs pour ça que le ministre de l'Intérieur est considéré comme un quasi-fasciste par tous ceux qui, à gauche, refusent obsessionnellement de regarder le réel en face, tous ceux qui, la main sur le cœur, font semblant de croire, sous les bons auspices d'Edgar Morin, que l'afflux de centaines de milliers de jeunes gens en quête de travail a quelque chose à voir avec les règles de l'hospitalité méditerranéenne. Mais qu'importe, il nous faut une affiche de match, quitte à grossir les traits et à tordre la réalité.

Le 28 août, Viktor Orban lance donc les hostilités : « Il y a actuellement deux camps en Europe. Macron est à la tête des forces politiques soutenant l'immigration. De l'autre côté, il y a nous qui voulons arrêter l'immigration illégale. » Matteo Salvini embraye : « Nous sommes au bord d'un tournant historique pour l'Europe. Aujourd'hui commence un parcours commun qui sera suivi de nombreuses autres étapes dans les prochains mois, pour mettre au premier plan le droit au travail, à la santé et à la sécurité. Tout ce que les élites européennes financées par Soros et gouvernées par le Macron du moment nous refusent. » Ravi du cadeau, Emmanuel Macron s'est empressé de confirmer : oui, il y a bien un clivage en Europe, entre « progressistes » et « nationalistes », il y a ceux qui « tiennent un discours de haine » et il sera leur « opposant principal ». La campagne des européennes est lancée. Elle sera en noir et blanc.

L'homme qui prétendait pendant la campagne présidentielle française dépasser les clivages stériles, inventer

une troisième voie, n'a jamais cessé, dans les faits, de creuser les fractures, d'opposer les uns aux autres. Et les citoyens, français comme européens, sont sommés de choisir leur camp. Promigrants ou antimigrants ? Libéraux ou illibéraux ? Tout le piège est là. Pour se refaire la cerise, Emmanuel Macron, d'un côté, et ceux qui espèrent surfer sur la vague populiste, de l'autre, nous enferment dans des catégories fausses qui interdisent de penser le danger qui monte. Un exemple ? Cet illibéralisme dénoncé par nos aimables défenseurs de la démocratie libérale ne se résume pas à un contrôle de la presse et des déclarations délirantes et antisémites. Il faut relire le discours de Viktor Orban de 2014, celui dans lequel il se définissait comme illibéral, pour comprendre qu'il s'agit avant tout de confronter les démocraties occidentales à leur dérive néolibérale, à leur dogme du libre-échange, dont le multiculturalisme anglo-saxon est le pendant culturel. Balayer ces critiques d'un revers de main, sous prétexte qu'elles émanent d'un dirigeant nationaliste, c'est se condamner à lui laisser le monopole de la lutte contre un système économique qui ruine les classes populaires et les classes moyennes des pays occidentaux. C'est répéter à l'échelle européenne ce qu'on a fait en France pendant trente ans avec le Front national, avec le succès que l'on connaît.

Les élections européennes qui s'annoncent sont essentielles, pour la bonne raison que l'Europe est à un tournant. Les tensions montent partout, entre des puissances américaine et chinoise qui ne cachent plus leur impérialisme brutal. Face à cela, l'actuelle Union européenne est un nain et un valet. La souveraineté européenne que vante Emmanuel Macron à

chaque discours ne peut exister que si l'euro devient une véritable monnaie internationale, permettant d'échapper au dollar, et donc à la dictature des juges américains qui s'arrogent le droit de vie et de mort sur toute transaction effectuée dans leur monnaie. Pour l'heure, Donald Trump a interdit tout commerce avec l'Iran, Total et Peugeot y ont perdu des plumes, et les Européens se sont couchés, Français en tête. La souveraineté européenne ne peut exister que dans le cadre d'une défense européenne indépendante de l'OTAN. Dans l'état actuel des forces européennes, il faut demander l'autorisation des États-Unis pour toute opération, et même toute vente d'armes, et les bombardements français d'avril dernier en Syrie ont ruiné tous les efforts d'une diplomatie indépendante, capable de peser sur le terrain proche-oriental. La souveraineté européenne ne peut exister, enfin, que si l'Europe, à l'instar de la Chine ou de la Russie, fait émerger ses propres géants numériques pour contrer les Gafa. Mais les investissements à consentir se heurtent depuis des années à l'obsession gestionnaire allemande.

Pendant qu'Emmanuel Macron nous joue le match du gentil contre les méchants, le combat se déroule ailleurs, dans les couloirs de Bruxelles où les postes clés se distribuent aux hommes liges de la chancelière allemande. Jean-Claude Juncker avait été choisi par elle. Il sera remplacé à la tête de la Commission européenne par un autre homme à elle. Pour que tout continue comme avant. Pour ne surtout pas prendre en compte les enjeux nouveaux et construire une puissance européenne indépendante. D'ailleurs, depuis un an, le président français, malgré toutes ses tentatives,

n'a jamais obtenu le moindre infléchissement des positions allemandes.

Le résultat de cet immobilisme est sous nos yeux. La déstabilisation de l'Europe, les déséquilibres entre ses territoires, la désindustrialisation massive, en dehors du noyau constitué par l'Allemagne, les Pays-Bas et leurs satellites, amplifient une crise migratoire qui n'en est qu'à ses débuts. Mais on continue à nous jouer la partition de grandes proclamations morales. Et, à la fin, l'extrême droite remporte la mise.

Heureusement, loin du ring installé pour occuper les foules, certains décident de s'extraire du match et de commencer à penser. Issu de la gauche alternative de Die Linke, et porté notamment par l'emblématique Oskar Lafontaine, le mouvement Aufstehen a choisi d'ouvrir les yeux et d'appeler un chat un chat. Bref, de parler immigration autrement que sur l'air de la compassion universelle ; de faire de la politique, au sens le plus respectable du terme. Pour l'avoir fait il y a vingt ans déjà, *Marianne* s'est fait conspuer, ostraciser, chasser du cercle de la raison médiatique. « Antimigrants », proclament les médias, « nationaliste », « xénophobe », reprend en chœur le clergé des grandes âmes ! Pourtant, les thèses marxistes sur l'instrumentalisation de l'immigration par le patronat ne scandalisaient pas Jaurès ni Blum. Et le Parti communiste français était le premier à s'en inquiéter dans les années 1970. C'était du temps où les ouvriers votaient encore communiste.

Les lignes bougent. Certains veulent sincèrement inventer des réponses aux enjeux mortels qui guettent les peuples européens. Certains considèrent que prendre en compte les inquiétudes et les colères des peuples

<i>Table</i>	361
Une vraie politique du logement, c'est trop demander ?	285
Le chancelier allemand demande ni plus ni moins la fin de la politique étrangère française.....	289
Un programme de gauche consiste à rendre leur dignité aux travailleurs	293
Sur l'affaire Adrien Quatennens, assumons la nuance, la justesse et la justice	297
Mégabassines : « N'a-t-on le choix qu'entre la FNSEA et les black blocs ? »	300
Emmanuel Macron accueille l' <i>Ocean Viking</i> : le piège de l'émotion, le bal des hypocrites...	304
Après la COP 27, le Black Friday : le consumérisme, matrice du formatage idéologique et culturel.....	308
Coupures d'électricité : les fossoyeurs reconnaîtront-ils leurs responsabilités ?.....	312
McKinsey, Éducation nationale, hôpital... Qu'est-ce que vous faites du pognon ?	316
Rapport au travail, entre générations et à l'Allemagne : ce qu'un débat sur les retraites devrait intégrer	320
Réforme des retraites : Emmanuel Macron, le peuple et les marchés financiers.....	324
Sur la fin de vie, Emmanuel Macron n'a-t-il rien à dire ?	328
Le Service national universel, cette étrange défaite.....	332
Immigration : déni, postures et monstrueux gâchis	336

Les abayas, ou la faute de Pap Ndiaye... et de Macron	340
Nicolas Hulot avait raison : le libre-échange est incompatible avec la préservation du climat.....	344
Les émeutes, le déshonneur et la guerre.....	348
Index.....	353